

IEC Professionnel Média S.A.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

Aux Actionnaires,

IEC Professionnel Média S.A.
13/15 rue Louis Kerautret Botmel
35000 Rennes

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société IEC Professionnel Média S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 6.1.3 « Immobilisations incorporelles, Ecart d'acquisition » et 6.3 « Notes sur le bilan actif, Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que ces notes donnent une information appropriée.
- La société comptabilise des actifs d'impôts différés sur la base de données prévisionnelles issues des plans d'activité de la société à un horizon moyen terme comme décrit dans la note 6.5 « Notes sur le compte de résultat, Impôt » de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses retenues aux fins de vérifier le caractère recouvrable des actifs d'impôts différés.
- La société a procédé sur l'exercice à des acquisitions et une déconsolidation de filiales, selon les modalités décrites dans la note 6.1.3 « Variations de périmètre ». Nous avons examiné les traitements comptables retenus pour ces variations de périmètres dans les comptes consolidés du Groupe et nous avons vérifié que cette note donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

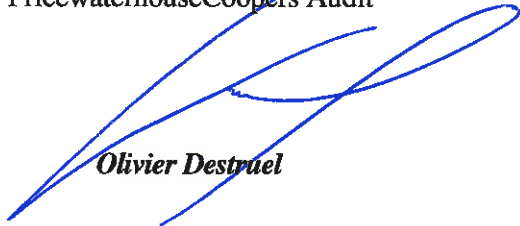
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 23 avril 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Olivier Destruel

MBV & Associés



Paul-Evariste Vaillant

Comptes consolidés d'IEC Professionnel Média 2012

3. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012

3.2 Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012

I. Bilan consolidé

ACTIF en K€	31/12/12	31/12/11	Note
Ecart d'acquisition	24 347	17 277	1
Immobilisations incorporelles	1 475	1 017	2
Immobilisations corporelles	7 429	6 523	3
Actifs financiers	524	374	4
Impôts différés	2 993	2 844	18
Actifs non courants	36 767	28 034	
Stocks	7 961	10 920	5
Clients	29 728	23 008	6
Autres créances	7 606	4 903	7
Actifs financiers	2 383	1 907	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 538	23 931	12
Actifs courants	75 215	64 668	
Total des actifs	111 982	92 783	

PASSIF en K€	31/12/12	31/12/11	Note
Capital ⁽¹⁾	7 706	7 670	
Primes ⁽¹⁾	13 592	13 487	
Réserves et résultat consolidé ⁽²⁾	9 027	5 109	
Capitaux propres groupe	30 325	26 266	8
Intérêts minoritaires			19
Capitaux propres de l'ensemble	30 325	26 266	
Provisions de retraite	2 905	1 582	10
Emprunts	5 887	2 790	11
Impôts différés passifs	24	235	
Autres passifs long terme	2 143		
Passifs non courants	10 959	4 607	
Provisions	1 881	1 209	9
Emprunts à court terme	7 566	13 483	11
Fournisseurs	31 188	26 254	13
Dettes sociales et fiscales	16 041	11 316	14
Autres dettes	14 021	9 568	14
Passifs courants	70 698	61 830	
Total des passifs	111 982	92 783	

(1) de l'entreprise mère consolidante.

(2) dont résultat net de l'exercice part groupe 4 002 milliers d'euros au 31/12/12 et 5 629 milliers d'euros au 31/12/11.

Les notes figurant au paragraphe 6 font partie intégrante des comptes consolidés.

2. Compte de résultat consolidé

En K€	31/12/2012	31/12/2011	Note
Chiffre d'affaires net	186 748	152 634	
Achats consommés	-92 402	-76 234	
Charges externes	-38 479	-29 522	
Charges de personnel	-41 951	-35 653	
Impôts et taxes	-1 602	-1429	
Dotations aux amortissements	-3 798	-3 347	15
Dotations aux provisions	-498	-1 306	15
Autres produits d'exploitation	804	433	
Autres charges d'exploitation	-243	-150	
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	8 580	5 427	
Autres produits opérationnels	664	277	16
Autres charges opérationnels	-2 837	-330	16
Résultat opérationnel	6 406	5 374	
Coût de l'endettement financier net	-789	-1 004	17
Autres produits financiers	1 113	881	17
Autres charges financières	-1 025	-1 097	17
Charge ou produit d'impôt	-1 703	1 534	18
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 002	5 687	
Part des intérêts minoritaires		58	19
Résultat net part du groupe	4 002	5 629	
Résultat de base par action	0,17	0,24	20
Résultat dilué par action ⁽²⁾	0,17	0,22	20

(1) Le concept de résultat opérationnel suit la recommandation 2009-R.03 du CNC.

(2) Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat dilué par action est celui préconisé par la norme IAS 33. Celui-ci est calculé en prenant en compte le nombre moyen d'actions en circulation, la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existant selon la méthode « du rachat d'actions » (Voir note 19).

3. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en K€	31.12.12	31.12.11
Résultat net-Part du groupe	4 002	5 629
Ecart de conversion	-6	5
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nets d'impôt	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente, nets d'impôt	-	-
Gains et pertes actuariels	-309	144
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	-315	149
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	3 687	5 778
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires		58
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 687	5 836

4. Tableau de variations des capitaux propres

En K€	Capital	Primes	Réserves ⁽¹⁾	Résultat de l'exercice part groupe	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31.12.10	6 743	13 101	-1 199	3 402	22 047	-1 640	20 407
Résultat au 31.12.11				5 629	5 629	58	5 687
affectation résultat 31.12.10			3 402	-3 402	0		0
Ecart de conversion			15		5	5	20
Stocks options			134		134		134
Gains et pertes actuariels			144		144		144
Titres d'autocontrôle			-10		-10		-10
Variation de périmètre ⁽²⁾	927	386	-3 007		-1 694	1 577	-117
Situation au 31.12.11	7 670	13 487	-520	5 629	26 266	0	26 266
Résultat au 31.12.12				4 002	4 002		4 002
affectation résultat 31.12.11			5 629	-5 629			
Ecart de conversion			-6		-6		-6
Stocks options			232		232		232
Gains et pertes actuariels			-309		-309		-309
Titres d'autocontrôle							
Augmentation de capital	35	105			140		140
Situation au 31.12.12	7 706	13 592	5 025	4 002	30 325		30 325

(1) Dont autres réserves et report à nouveau 6 402 K€, actions propres – 2 212 K€ et réserve légale 771 K€.

(2) Cette variation de périmètre est liée à la fusion absorption de la société Avest par la Société. L'impact de 117 K€ correspond aux frais imputés sur la prime d'émission.

5. Tableau des flux de trésorerie

En K€	31/12/12	31/12/11	Note
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	4 002	5 687	
Dotations aux amortissements	3 750	3 358	
Provisions nettes	914	513	
Charges et produits liés aux stocks options	232	134	
Autres produits et charges calculés	-86	-149	
Plus et moins-values de cession			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	8 812	9 544	
Coût de l'endettement financier net	808	1 040	
Charge d'impôt	1 703	-1 534	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	11 323	9 050	
Variation du besoin en fonds de roulement	7 447	12 368	21
Impôt sur les bénéfices payés	-1 501	-1 273	
Flux net de trésorerie liés à l'activité	17 269	20 145	
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Décassement/acquisitions d'immobilisations incorporelles hors crédit bail	-263	-493	
Décassement/acquisitions d'immobilisations corporelles hors crédit bail	-1 364	-1 684	
Encaissement/cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	184	189	
Décassement/acquisitions d'immobilisations financières			
Encaissement/cessions d'immobilisations financières	-569	83	
Subvention d'investissement reçues	74		
Incidence des variations de périmètre	-5 465		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-7 403	-1 904	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	140		
Cessions (acquisition) nette d'actions propres		-10	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	4 236	2 903	11
Remboursement des emprunts	-9 612	-5 731	11
Autres flux liés aux opérations de financement		-116	
Intérêts financiers nets versés	-792	-1 034	
Total des flux liés aux opérations de financement	-6 028	-3 988	
Incidence des écarts de conversion	-16	6	
Variation de trésorerie	3 822	14 259	
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice ⁽¹⁾	23 330	9 071	
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice ⁽²⁾	27 151	23 330	

(1) La trésorerie à l'ouverture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 23 931 milliers d'euros moins les découverts bancaires de 601 milliers d'euros.

(2) La trésorerie à la clôture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 27 538 milliers d'euros moins les découverts bancaires de 387 milliers d'euros.

Les notes figurant au paragraphe 6 font partie intégrante des comptes consolidés.

6. Notes aux états financiers consolidés

6.1 Informations générales et événements significatifs de l'exercice

6.1.1 Informations générales

IEC Professionnel Média (ci-après « La Société »)

Société Anonyme au capital de 7 705 677 euros

Siège social : 13/15 rue Kérautret Botmel – C.S 76709 – 35067 Rennes Cedex

382 574 739 RCS Rennes

Ces états financiers consolidés sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 23 avril 2013 par le Conseil d'administration.

6.1.2 Événements significatifs de l'exercice

6.1.2.1 Acquisition de la société Timecode Services

Le 24 janvier 2012, Cap'Ciné Location a acquis 100 % du capital et des droits de vote de l'EURL Timecode Services, société ayant une activité de location de matériel Broadcast. Grâce à cette opération, Cap'Ciné Location a acquis un parc de matériel supplémentaire pour satisfaire les besoins de ses clients. Cette acquisition a été réalisée moyennant un prix de 200 000 € et a été financée sur fonds propres.

6.1.2.2 Acquisition de la société G2J.Com

Le 15 février 2012, IEC Professionnel Media a acquis 100 % du capital et des droits de vote de G2J.Com, expert international leader en France et dans les DOM en services managés de visioconférence et téléprésence à haute valeur ajoutée. G2J offre une gamme complète de services pour réaliser des réunions à distance entièrement sécurisées, partout dans le monde, quels que soient les moyens d'accès et la nature des équipements dont disposent les clients.

Cette acquisition a été effectuée moyennant un prix de base de 4 millions d'euros, susceptible d'être augmenté d'un complément de prix d'un montant maximum de 2,3 millions d'euros au profit du dirigeant (en tant qu'ancien actionnaire), étant précisé que ce dernier a consenti à la Société une garantie d'actif et de passif sur G2J et ses filiales. Le financement de l'acquisition a été réalisé pour partie par emprunt bancaire et pour le solde sur fonds propres.

6.1.2.3 Augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription d'actions

Lors de sa séance du 30 avril 2012, le conseil d'administration a constaté la création et l'émission de 117 737 actions nouvelles de 0,30 € chacune au résultat de l'exercice d'options de souscription d'actions du plan n° 4 qui arrivait à échéance le 29 février 2012, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 35 321,10 €, assortie d'une prime d'émission d'un montant de 105 038,90 €. A l'issue de cette opération, le capital de la Société s'élève à 7 705 677 €, divisé en 25 685 590 actions.

6.1.2.4 Acquisition du fonds de commerce de la société Kezia

Le 31 mai 2012, le Tribunal de commerce de Lyon a approuvé l'offre de reprise des actifs de la société en redressement judiciaire Kezia déposée par la Société. Cette offre portait notamment sur le fonds de commerce et les marques Kezia et Ness ainsi que sur la reprise de 29 salariés de Kezia. L'acquisition a été réalisée par HMS, filiale à 100 % de la Société, avec une date d'entrée en jouissance fixée par le Tribunal au 1^{er} juin 2012, et le prix de cession des actifs de Kezia payé en numéraire s'est élevé à 160 K€, financé sur fonds propres. Kezia est devenue une division de HMS.

Kezia est une société créée en 1990, qui exerce ses activités d'abord sous le nom de Ness en tant qu'intégrateur audiovisuel dans le secteur de la croisière puis les élargit progressivement aux clients corporate des secteurs public et privé. Le groupe prend le nom de Kezia en 2007 et devient un acteur de référence dans le secteur du luxe (résidences privées, yachts de plus de 100 mètres, lieux corporate de prestige). Durement touchée par la crise financière de 2008, la société Kezia est placée en redressement judiciaire en mai 2012.

6.1.2.5 Acquisition du fonds de commerce de la société Soft

Le 31 juillet 2012, le Tribunal de commerce de Lyon a approuvé l'offre de reprise des actifs de la société en redressement judiciaire Soft déposée par les filiales de la Société, IEC Events et IEC. IEC s'est portée acquéreur de l'activité « Design et intégration » et a repris 45 salariés de Soft et IEC Events a acquis l'activité principale de prestataire événementiel de Soft et repris 83 salariés. Au total, ce sont 128 salariés de la société Soft qui ont ainsi été repris par le Groupe. Le prix de cession des actifs de Soft payé en numéraire s'est élevé à 1 000 K€, financé par emprunt bancaire à hauteur de 800 K€ et sur fonds propres pour le solde, soit 200 K€. La date d'entrée en jouissance des fonds de commerce repris a été fixée par le Tribunal de commerce au 1^{er} août 2012.

Soft est une société créée en 1974, qui a développé plusieurs branches d'activité autour de l'audiovisuel professionnel. Le groupe est devenu très vite un acteur incontournable du marché français avec un chiffre d'affaires consolidé de plus de 50 M€ et un effectif dépassant les 200 personnes en 2008. Suite à des difficultés financières en 2009, le groupe s'était recentré sur ses deux activités « cœur de métier » : intégrateur audiovisuel et, la principale, prestataire événementiel auprès de clients corporate des secteurs public et privé. En 2011, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 26 M€ et employé environ 150 personnes.

6.1.2.6 Fermeture de Video IEC España

Compte tenu de l'absence de perspectives de redressement à court et moyen termes de la situation de la société Video IEC España et de la poursuite de la dégradation de l'économie espagnole, la décision a été prise de fermer la filiale espagnole de la Société. La déclaration de cessation des paiements est intervenue le 31 juillet 2012, et le jugement l'entérinant a été prononcé le 20 novembre 2012. Video IEC España a arrêté son activité en 2012 et a fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire à compter du 12 février 2013 conformément au droit des procédures collectives espagnol.

6.1.3 Principales méthodes comptables

Le groupe IEC Professionnel Média présente ici ses états financiers consolidés de l'année 2012 conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002 et au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ces normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du groupe IEC Professionnel Média sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté par l'Union européenne et disponible sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adoptedcommission).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs non courants réévalués, des actifs financiers disponibles à la vente, et des actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat.

Première application de nouveaux textes comptables

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire en 2012 :

Amendement à IFRS 7 relatif à l'information à fournir sur les transferts d'actifs financiers.

Les normes, amendements de normes existantes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2012 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2012.

Normes amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2012 mais pouvant être anticipée :

- IFRS 12 (sous conditions) – relative aux informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;

- Amendement à IFRS 1 – relative à l'hyperinflation ;
- Amendement à IAS 1 – relatif à la présentation des autres éléments du résultat global ;
- Amendement à IFRS 7 relatif à l'information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Par ailleurs, l'IASB a publié des normes amendements et interprétations pouvant être anticipées au 1^{er} janvier 2012 mais non encore adopté par l'Union Européenne :

- IFRS 9 relative aux instruments financiers
- IFRS 10 relative aux états financiers consolidés
- IFRS 11 relative aux co-entreprises
- IFRS 12 relative à l'information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IFRS 13 relative à l'évaluation à la juste valeur
- IAS 27 Révisée relatives aux Etats financiers individuels
- ISA 28 Révisée relatives aux participations dans des entreprises associées.

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du groupe est en cours d'évaluation.

Principes de consolidation

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe IEC, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition des filiales par le Groupe. Toutes les transactions intra-groupe, les soldes et les plus ou moins values réalisées sur des opérations entre des sociétés du Groupe sont éliminés. Lorsque cela est nécessaire, les méthodes comptables des filiales sont ajustées afin d'être en adéquation avec les règles et méthodes adoptées par le Groupe. Les sociétés acquises en fin d'exercice, dont la contribution à la fois en total actif, chiffre d'affaires et en résultat net n'est pas significative par rapport aux Etats Financiers Consolidés, sont consolidées au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

Transactions avec les intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont considérés comme une catégorie d'actionnaires (approche dite de « l'entité économique »). Ainsi, les cessions au profit des intérêts minoritaires sans perte de contrôle exclusif sont comptabilisées directement en capitaux propres. Dans les comptes consolidés 2011 en application des normes IAS 27A et IFRS 3R, comme Avest était sous contrôle exclusif d'IEC Professionnel Média, la variation d'intérêts minoritaires au 31 décembre 2011 a été comptabilisée en variation des capitaux propres et est sans impact sur le compte de résultat.

Information sectorielle

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité dans ses différents métiers.

Le Groupe, intervenant essentiellement dans des pays d'Europe présentant des risques et une rentabilité semblable, n'a pas retenu d'autre format d'information pour le suivi de ces activités.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs d'activité.

Conversion des opérations en devises

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la société mère.

Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère au taux en vigueur à la date de clôture, sont appréhendés dans le compte de résultat sur la ligne différences de change sauf lorsqu'ils sont imputés directement en capitaux propres, au titre de couvertures éligibles soit de flux de trésorerie soit d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération.

Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan,
- Les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions),
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Immobilisations incorporelles

Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est déterminé comme étant la différence entre le prix d'acquisition (y compris la meilleure estimation du complément de prix éventuel prévu dans la convention d'acquisition) et la juste valeur de la quote-part de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis (méthode du goodwill partiel). L'écart d'acquisition positif lié à l'acquisition de filiales est inclus dans les « Immobilisations incorporelles ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de l'écart d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie bénéficiant des synergies liées au regroupement d'entreprise aux fins de réalisation des tests de dépréciation.

Les unités génératrices de trésorerie correspondent au sein du Groupe aux secteurs opérationnels et reflètent la manière dont la performance et le reporting sont suivis au sein du Groupe.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles à durée indéfinie est revue au minimum une fois par an et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Les autres actifs incorporels (relations clients, marques) repris dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise sont capitalisés séparément des écarts d'acquisition si leur juste valeur peut être déterminée de manière fiable.

Les relations clients acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont évaluées à leur juste valeur selon la méthode des flux de trésorerie future en utilisant un taux d'actualisation (WACC, « Coût moyen pondéré du capital ») approprié. Les relations clients sont amorties linéairement sur une durée n'excédant pas 18 mois.

Les marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont estimées à leur juste valeur à partir d'un paiement de redevance potentiel en relation avec le chiffre d'affaires annuel, net de taxes. Les marques ne sont pas amorties du fait de leur durée de vie indéfinie. Leur valeur est révisée périodiquement en cas de perte de valeur (baisse du chiffre d'affaires ou marque plus utilisée).

Les logiciels de bureautique

Les logiciels de bureautique sont amortis sur leur durée d'utilité soit linéairement sur une durée de 1 à 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la clôture à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur en application de la norme IAS 16.

La base amortissable des immobilisations destinées à la location tient compte d'une valeur résiduelle à la fin de la durée d'utilisation. Les autres immobilisations n'ont pas de valeur résiduelle.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction du rythme de consommation des avantages économiques futurs et de la durée de vie économique prévue pour le Groupe.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------|----------|
| • Matériel et outillage | 1-5 ans |
| • Matériel de transport | 2-5 ans |
| • Mobilier de bureau | 2-10 ans |
| • Matériel de bureau | 2-8 ans |
| • Installations générales | 2-10 ans |

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les biens d'importance significative financés par des contrats qualifiés de location financement sont portés à l'actif du bilan dans les immobilisations corporelles et sont amortis selon les méthodes et durées indiquées ci-dessus. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières.

Contrat de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location – financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs objets d'un contrat de location – financement sont amortis sur leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. paragraphe - Amortissement des immobilisations corporelles). En cas d'indice de perte de valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les opérations de cession-bail consistant à céder un actif et à le reprendre immédiatement en crédit-bail donnent lieu au traitement complémentaire suivant : la plus-value est inscrite en produits constatés d'avance pour être rattachée aux résultats futurs, pendant la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, prêts et créances et disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers.

Quand les valeurs mobilières classées en disponible à la vente sont cédées ou dépréciées, la juste valeur cumulée des dépréciations reconnue en capitaux propres est incluse dans le compte de résultat.

Les prêts et les créances sont valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des immobilisations financières cotées est évaluée suivant leur valeur de cotation. Si la valeur de marché n'est pas active (et pour des valeurs non cotées), le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation.

La juste valeur des actifs et passifs financiers à court terme est assimilable à leur valeur au bilan compte tenu de l'échéance court terme de ces instruments.

Les liquidités apportées en garantie sur des marchés sont comptabilisées en actifs financiers courants.

Instruments de capitaux propres

Les titres d'autocontrôle détenus par la Société sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit (ou la charge) de la cession éventuelle des titres d'autocontrôle est imputé directement en augmentation (ou en diminution) des capitaux propres net d'effets d'impôts, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces titres d'autocontrôle, les produits perçus nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

Les actions auto détenues à la clôture sont déduites des capitaux propres du Groupe pour leur valeur d'acquisition, valeur de 2 212 K€ au 31 décembre 2012.

Stocks

Les stocks sont composés de marchandises, de pièces détachées, de « produits fabriqués » finis.

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré-premier sorti. Le coût des matériels d'occasion incorpore les frais de remise en état.

La valeur probable de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions normales, déduction faite des frais de vente.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur brute déterminée selon les modalités ci-dessus est supérieure à la valeur probable de réalisation.

Clients

Les créances clients ont été évaluées à leur valeur nominale compte tenu de leurs échéances à court terme. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation en fonction de l'espérance de recouvrabilité des créances à la clôture.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

La société dispose d'un contrat d'affacturage qui lui permet de décomptabiliser une partie de ses créances clients. En effet, la quasi-totalité des risques et avantages attachés aux créances cédées sont transférés au factor lors de la cession des créances clients, en particulier, les risques de crédit, les risques de retard de paiement et les risques de dilution et de recours sont transférés au factor. Les coûts de cession des créances sont comptabilisés en résultat financier.

Autres créances

Les autres créances ont été évaluées à leur valeur nominale compte tenu de leurs échéances court terme. Elles font l'objet le cas échéant d'une dépréciation en fonction de l'espérance de recouvrement à la clôture. Les autres créances comprennent principalement les créances de TVA.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé. Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan dans les « emprunts ».

Autres dettes

Les autres dettes comprennent les dettes sociales, les produits constatés d'avance et les dettes diverses.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale, contractuelle ou implicite découlant d'événements passés ; qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressource sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intra-groupes. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés de la façon suivante :

Vente de biens

Les produits des activités ordinaires provenant de la vente de biens doivent être comptabilisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes ont été satisfaites :

- (a) l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens ;
- (b) l'entreprise a cessé d'être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, et dans le contrôle effectif des biens cédés ;
- (c) le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- (d) il est probable que des avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise ; et
- (e) les coûts encourus ou à encourir concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Ventes de services

Comme prestataire de services, le Groupe applique pour la reconnaissance de ses revenus les règles pour les prestataires de service (IAS 18 § 20-28). Les produits des activités ordinaires ne sont comptabilisés sur cette base que s'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

Lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des activités ordinaires associé à cette transaction doit être comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture (souvent appelée méthode du pourcentage d'avancement).

Lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services ne peut être estimé de façon fiable, le produit des activités ordinaires associé à cette transaction ne doit être comptabilisé qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont recouvrables.

Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Le degré d'avancement des travaux en cours est déterminé sur la base des travaux exécutés à la date de clôture exprimé en pourcentage du total des travaux restant à réaliser.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Avantages du personnel

Engagements retraites

A leur départ à la retraite, les salariés du Groupe doivent recevoir une indemnité calculée selon les dispositions de la convention collective dont ils dépendent.

Une provision est comptabilisée au bilan dans la rubrique provision pour retraite. Le régime est à prestations définies, il est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées. Le coût des services passés est comptabilisé linéairement en charges sur la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits, sauf si les droits sont immédiatement acquis, auquel cas le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Le Groupe a choisi d'appliquer au 1^{er} janvier 2010 l'option de la norme IAS 19 relative au traitement des écarts actuariels sur les provisions pour engagement de retraite et prévoyance des retraités. Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues d'une année sur l'autre dans l'évaluation des engagements et des actifs de couverture ainsi que des conditions de marché effectivement constatées par rapport à ces hypothèses. En conséquence, les écarts actuariels, qui étaient précédemment comptabilisés en résultat de la période au cours de laquelle ces écarts étaient dégagés, sont désormais immédiatement reconnus dans les comptes consolidés en contrepartie d'une variation des capitaux propres.

Palements en actions et assimilés

Conformément à la norme IFRS 2, le Groupe comptabilise une charge pendant la période d'attribution des droits relative à l'évaluation du coût des stocks options.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui est dénoué en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées, sans tenir compte des conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché (telles que des objectifs de rentabilité et de croissance des ventes). Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. A chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant en capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées sont créditées aux postes « capital » et « prime d'émission », nette des coûts de transaction directement attribuables.

Dettes financières

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges sauf lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'un actif qualifié, jusqu'à leur mise en service.

Les emprunts sont initialement comptabilisés au bilan à la juste valeur net des éventuels coûts de transaction directement rattachables.

Résultat par action

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat dilué par action en retenant le résultat net consolidé « part groupe ».

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé « part groupe » par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

Périmètre

♦ Sociétés retenues dans le cadre des comptes consolidés du Groupe IEC au 31 décembre 2012

Société	Siège social	N° de SIREN	Capital (€)	% Intérêts
IEC Professionnel Média	13/15 rue Louis Kerautret Botmel – 35000 Rennes	382 574 739	7 705 677	100,00
IEC	13/15 rue Louis Kerautret Botmel – 35000 Rennes	350 093 704	2 000 000	100,00
IEC AV Integration and Services GmbH	Ackerstraße 11 – 40233 Düsseldorf – Allemagne		25 000	100,00
AV4S Formation	130 avenue de l'Industrie – 69140 Rillieux La Pape	509 536 272	1 500	100,00
Audio Equipement – Lumière & Son	42 rue Vaucanson – 69150 Décines Charpieu	311 521 249	700 000	100,00
IECconnecting People – Genedis	27/41 boulevard Louise Michel – 92230 Gennevilliers	519 146 211	500 000	100,00
G2J.Com	8 lotissement Plateau Acajou, 97232 Lamentin	417 887 858	291 450	100,00
G2J Asia Pacific	505 Nanjing Dong Lu – 200001 Shanghai – Chine			
G2J US, Inc	100 N Biscayne Blvd – Miami FL 33132 – USA			100,00
G2J UK	Cannon Bridge House – 25 Dowgate Hill – Londres – GB			100,00
IEC Events	27/41 boulevard Louise Michel – 92230 Gennevilliers	511 527 756	461 888	100,00
C2M-Intelware	27/41 boulevard Louise Michel – 92230 Gennevilliers	334 356 862	553 350	100,00
Digital Cosy	13/15 rue Louis Kerautret Botmel – 35000 Rennes	519 146 096	50 000	100,00
IEC Direct	13/15 rue Louis Kerautret Botmel – 35000 Rennes	489 994 822	49 100	100,00
Vidéo IEC España	45 Avenida Alberto Alcocer 1º- A 28016 Madrid – Espagne		1 300 000	100,00
HMS	25-27 rue Louis Breguet – 44600 Saint-Nazaire	328 885 157	771 424	100,00
Harbour Marine Systems	2011 NW 89 Place – FL 33172 Doral – USA		5 000 \$	100,00
HMS OY	Koskonmaentie 904300 Tuusula – Finlande			99,95
Preview GM System	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	402 613 384	300 000	100,00
Fill	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	408 508 349	7 622,45	100,00
Preview GM System Benelux	Square Marie-Louise 4 – 1000 Bruxelles – Belgique	0827.837.194	50 000	100,00
Cap'Ciné Location	3 rue Villaret de Joyeuse – 75017 Paris	411 276 702	210 000	100,00
Timecode Services	3 rue Villaret de Joyeuse – 75017 Paris	507 414 334	3 000	100,00
QualTech France	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	482 417 334	50 000	100,00
GIE IEC Management	13/15 rue Louis Kerautret Botmel – 35000 Rennes	434 524 419		100,00

Toutes les sociétés ont été consolidées par intégration globale.

Variations de périmètre

Acquisitions

Acquisition de la société Timecode Services

Le Groupe a acquis le 24 janvier 2012 à travers sa filiale Cap'Ciné Location, 100 % du capital et des droits de vote de l'EURL Timecode Services. Cette acquisition a été réalisée moyennant un prix de 200 000 €. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2012. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 88 K€.

Acquisition de la société G2J.Com

Le 15 février 2012, IEC Professionnel Media a acquis 100 % du capital et des droits de vote de G2J.Com. Cette acquisition a été effectuée moyennant un prix de base de 4 millions d'euros, susceptible d'être augmenté d'un complément de prix d'un montant maximum de 2,3 millions d'euros au profit du dirigeant (en tant qu'ancien actionnaire), étant précisé que ce dernier a consenti à la Société une garantie d'actif et de passif sur G2J et ses filiales. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} février 2012.

Cette opération a généré un écart d'acquisition de 6 014 K€.

Acquisition du fonds de commerce de la société Kezia

Le 31 mai 2012, le Tribunal de commerce de Lyon a approuvé l'offre de reprise des actifs de la société en redressement judiciaire Kezia déposée par la Société. Cette offre portait notamment sur le fonds de commerce et les marques Kezia et Ness ainsi que sur la reprise de 29 salariés de Kezia. L'acquisition a été réalisée par HMS, filiale à 100 % de la Société, avec une date d'entrée en jouissance fixée par le Tribunal au 1^{er} juin 2012, et le prix de cession des actifs de Kezia payé en numéraire s'est élevé à 160 000 €, financé sur fonds propres. Kezia est devenue une division de HMS.

La division Kezia reprise par HMS a été consolidée à compter du 1^{er} juin 2012.

Cette opération a généré un écart d'acquisition de 356 K€.

Acquisition du fonds de commerce de la société Soft

Le 31 juillet 2012, le Tribunal de commerce de Lyon a approuvé l'offre de reprise des actifs de la société en redressement judiciaire Soft déposée par les filiales de la Société, IEC Events et IEC. IEC s'est portée acquéreur de l'activité « Design et intégration » et a repris 45 salariés de Soft et IEC Events a acquis l'activité principale de prestataire événementiel de Soft et repris 83 salariés. Au total, ce sont 128 salariés de la société Soft qui ont ainsi été repris par le Groupe. Le prix de cession des actifs de Soft payé en numéraire s'est élevé à 1 000 K€. La date d'entrée en jouissance des fonds de commerce repris a été fixée par le Tribunal de commerce au 1^{er} août 2012.

Cette opération a généré un écart d'acquisition de 612 K€.

Impact financier des acquisitions

Les frais d'acquisition pour l'exercice 2012 d'un montant de 452 K€ ont été comptabilisés en « Résultat opérationnel non courant ».

Cessions

Déconsolidation de Video IEC España

Compte tenu de l'arrêt de l'activité et de la procédure collective en cours de la société Video IEC España (cf. paragraphe 6.1.2.6 ci-dessus), le Groupe est considéré comme ayant perdu le contrôle de Video IEC España avec effet au 31 juillet 2012, date de la déclaration de cessation des paiements, ce qui a entraîné une déconsolidation de cette société à cette date.

L'impact dans les comptes consolidés 2012 concerne uniquement le compte de résultat et l'affecte comme suit :

• Chiffre d'affaires	1 728 K€
• Ebit	-359 K€
• Résultat net	-993 K€

Vidéo iEC España ne représentant ni une activité principale du groupe, ni une activité distincte des autres, l'arrêt d'activité ne peut être considéré comme un abandon d'activité au sens d'IFRS 5.

Gestion du risque financier

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché (notamment risque de variation de valeur du au taux d'intérêt).

Le Groupe n'utilise pas la comptabilité de couverture.

Instruments financiers

Afin de gérer son exposition au risque de taux sur ses emprunts à taux variable et ses contrats d'affacturage, le Groupe détient des swaps de taux. Par ailleurs, afin de gérer son exposition au risque de change sur ses transactions réalisées en devise, le Groupe a souscrit des contrats de couverture.

Les dérivés ne sont pas qualifiés en comptabilité de couverture et évalués à la juste valeur à chaque date d'arrêt. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période sous la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Risque de flux de trésorerie et risque de prix sur taux d'intérêt :

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt ; aussi son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient de l'affacturage et des emprunts à moyen et long terme. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt.

Estimations et hypothèses

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent peuvent, par définition ne pas être équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

Ecarts d'acquisition

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée. Les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été déterminés à partir de calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations (note 1).

Les autres estimations et hypothèses concernent pour l'essentiel :

- la valeur de réalisation des stocks et travaux en-cours
- l'évaluation des impôts différés
- l'évaluation des avantages au personnel : indemnités de fin de carrière
- l'estimation des provisions pour risques et charges et particulièrement les provisions pour garantie et pour pertes à terminaison
- la valeur recouvrable des créances d'exploitation

Information sectorielle

La Société a procédé, dans le cadre de l'établissement de ses comptes consolidés 2010, à une revue de l'information sectorielle. Afin d'améliorer la lisibilité de ses métiers, la Société a défini 3 secteurs d'activité qui correspondent aux 3 UGT du Groupe : « Corporate », « Cruise » et « Broadcast ».

- L'UGT « Corporate » qui comprend les sociétés IEC, Video IEC España, IEC Events, IEConnecting People, Audio Equipement, IEC Direct, Digital Cosy, le GIE IEC Management, IEC PM, C2M Intelware ainsi que G2J.Com, G2J Asia Pacific, G2J UK et G2J US, Inc.
L'activité de l'UGT « Corporate » comprend notamment l'ingénierie de solutions audiovisuelles et les services associés à destination des entreprises et organismes privés et publics.
- L'UGT « Cruise » qui comprend les sociétés intégrateurs à bord de navires de croisière (HMS, Harbour Marine System et HMS OY).
L'UGT « Cruise » a notamment pour activité le déploiement des systèmes audiovisuels à bord des navires de croisière ; ses principaux clients sont les armateurs et les chantiers navals.
- L'UGT « Broadcast » qui comprend les sociétés Preview GM System, Fill, Preview GM System Benelux, Cap'Ciné Location, Qualtech et Timecode Services.
L'UGT « Broadcast » a pour activité l'intégration de systèmes et solutions audiovisuels à bord de régies fixes et mobiles ainsi que la location et la vente de matériels de post-production et la fourniture de moyens techniques et humains à destination des professionnels de l'audiovisuel (chaînes de télévision...)

Ces secteurs correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué.

6.2 Bilan et compte de résultat par activité

◆ Compte de résultat par activité

En K€	31/12/2012				31/12/2011			
	Corporate	Broadcast	Cruise	Total	Corporate	Broadcast	Cruise	Total
Chiffre d'affaires	124 316	36 224	26 207	186 747	97 388	28 157	27 089	152 634
Ebit DA ⁽¹⁾	8 010	3 823	555	12 389	3 844	4 457	484	8 784
% Ebit DA/CA	6,44 %	10,55 %	2,12 %	6,63 %	3,95 %	15,83 %	1,79 %	5,76 %
Ebit ⁽²⁾	5 270	2 871	438	8 580	1 754	3 316	357	5 427
% Ebit/CA	4,24 %	7,93 %	1,67 %	4,59 %	1,80 %	11,78 %	1,32 %	3,56 %
Résultat net	2 103	1 883	17	4 002	3 493	1 842	151	5 487
% Résultat net/CA	1,69 %	5,20 %	0,06 %	2,14 %	3,80 %	6,54 %	0,56 %	3,73 %

(1) Ebitda ou Earnings before interest, taxes, depreciation and amortization correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations aux amortissements comptabilisées dans le résultat opérationnel courant.

(2) Ebit ou Earnings Before Interest and Taxes correspond au résultat opérationnel courant. Il se calcule en déduisant du chiffre d'affaires net les charges d'exploitation.

Les sociétés du Groupe établies en France génèrent un chiffre d'affaires de 163 585 K€ au 31 décembre 2012 contre 119 948 K€ au 31 décembre 2011.

◆ Bilan par secteur d'activité

En K€	31/12/2012				31/12/2011			
	Corporate	Broadcast	Cruise	Total	Corporate	Broadcast	Cruise	Total
Ecart d'acquisition	15 850	8 141	356	24 347	5 993	8 053	3 231	17 277
Immobilisations incorporelles	1 177	256	42	1 475	753	233	31	1 017
Immobilisations corporelles	5 674	1 177	578	7 429	4 626	1 290	607	6 523
Actifs financiers	20 181	-12 833	-6 824	524	286	53	34	374
Impôts différés	2 729	119	146	2 993	2 651	-	193	2 844
Actifs non courants	45 610	-3 140	-5 702	36 767	14 309	9 629	4 096	28 034
Stocks	4 889	1 560	1 512	7 961	4 936	4 657	1 327	10 920
Clients	14 327	6 952	8 449	29 728	8 924	4 877	9 207	23 008
Autres créances	4 547	991	2 068	7 606	3 676	421	806	4 903
Actifs financiers	1 711	642	29	2 383	1 674	230	3	1 907
Trésorerie et équiv. de trésorerie	16 368	8 014	3 156	27 538	12 679	6 994	4 258	23 931
Actifs courants	41 842	18 158	15 214	75 215	31 889	17 179	15 601	64 669
TOTAL ACTIF	87 452	15 018	9 512	111 982	46 197	26 809	19 697	92 703
Capitaux propres	34 373	1 716	-5 764	30 325	8 336	13 588	4 342	26 266
Provisions	2 599	216	90	2 905	1 435	126	21	1 582
Emprunts	5 560	277	50	5 887	2 355	316	119	2 790
Impôts différés passifs	24	-	-	24	226	-	-	235
Autres passifs long terme	2 143	-	-	2 143	-	-	-	-
Passif non courant	10 326	493	140	10 959	4 016	452	139	4 607
Passif courant	42 754	12 809	15 135	70 698	33 845	12 769	15 217	61 831
dont Emprunts et concours bancaires	2 973	420	4 173	7 566	7 021	746	5 716	13 483
dont Fournisseurs	20 805	6 035	4 349	31 188	18 568	3 549	4 137	26 254
TOTAL PASSIF	87 452	15 018	9 512	111 982	46 197	26 809	19 697	92 703

6.3 Notes sur le bilan actif

Note 1 : Ecart d'acquisition

◆ Les écarts d'acquisitions s'analysent comme suit:

En K€	2012	2011
Valeur brute au 1 ^{er} janvier	17 277	17 277
Augmentation	7 070	-
Diminution	-	-
Virement de poste à poste	-	-
Valeur brute au 31 décembre	24 347	17 277

♦ La sensibilité de ces tests s'établit comme suit :

Sensibilité en M€	Marge du test (valeur d'utilité – Capitaux employés)	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 1 pt	Taux de croissance à l'infini - 1 pt
Corporate	23	-4	-3
Broadcast	15	-3	-2
Cruise	9	-3	-1

Au vu du résultat des tests de dépréciation annuels, le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation complémentaire en 2012. Une augmentation ou une diminution de plus ou moins 1 % des taux d'actualisation ne conduirait pas le groupe à constater une perte de valeur et n'aurait donc aucun impact sur les capitaux propres et sur le résultat.

♦ La valeur nette des écarts d'acquisition est répartie entre les unités génératrices de trésorerie (UGT) de la manière suivante :

Au 31 décembre	2012	2011
IEC	4 398	4 188
IEC Events	402	
IEConnecting people	990	990
C2M Intelware	816	815
G2J	6 014	0
Sous total UGT « Corporate »	12 620	5 993
HMS	3 586	3 231
Sous total UGT « Cruise »	3 586	3 231
Preview GM System	6 079	6 079
Cap'Ciné Location	2 062	1 974
Sous total UGT « Broadcast »	8 141	8 053
Total	24 347	17 277

La décomposition des écarts d'acquisition par société résulte du fait que ces écarts ont été générés à l'origine lors de l'acquisition de ces entités et ne sont pas représentatifs du niveau auquel les écarts d'acquisition sont suivis au sein du Groupe.

Les tests de valeur ont été réalisés par l'utilisation de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés sur une période de 4 ans.

Les éléments retenus pour les projections de cash flow sont les mêmes qu'en 2011 :

- Taux de croissance des ventes retenu sur la base des budgets à 5 ans, soit 2 %.
- Taux d'actualisation de 11,36 % (12,33 % pour l'UGT « Cruise »).

Les capitaux employés ne comprennent que la part des créances clients non gérées par le factor tandis que les flux intègrent le coût de l'affacturage et une variation de BFR diminué des créances clients gérées par le factor.

Note 2 : Immobilisations incorporelles

♦ Les immobilisations incorporelles se décomposent ainsi :

Valeurs brutes	Frais de recherche et développement	Syst information	Autre immobilisation incorporelle	Marque Preview	Marque HMS et carnet de commande	Total
Au 1 ^{er} janvier 2011	248	2 456	136	213	1 006	4 059
Investissements de l'exercice		159				159
Cessions de l'exercice		53				53

Valeurs brutes	Frais de recherche et développement	Syst information	Autre immobilisation incorporelle	Marque Preview	Marque HMS et carnet de commande	Total
Variations de périmètre					-407	-407
Différence de conversion						0
Virement de poste à poste		102	-102			0
Au 31/12/2011	248	2 664	34	213	599	3 758
Amortissements						
Au 1 ^{er} janvier 2011	215	2 117	32		407	2 771
Dotations aux amortissements	33	394				427
Cessions de l'exercice		44	6			50
Variations de périmètre		-6	6		-407	-407
Différence de conversion						
Virement de poste à poste						
Au 31/12/2011	248	2 461	32		0	2 741
Au 1 ^{er} janvier 2012	247	2 663	35	214	599	3 758
Investissements de l'exercice		140	124			263
Cessions de l'exercice		-56				-56
Variations de périmètre		251	289			541
Différence de conversion						
Virement de poste à poste		-106	-16			-122
Au 31/12/2012	247	2 892	431	214	599	4 384
Amortissements						
Au 1 ^{er} janvier 2012	-247	-2 461	-33			-2 741
Dotations aux amortissements		-234	-19			-252
Cessions de l'exercice		47				47
Variations de périmètre		-10	-75			-85
Différence de conversion						
Virement de poste à poste		106	16			122
Au 31/12/2012	-247	-2 551	-111			-2 909

Note 3 : Immobilisations corporelles

♦ Les immobilisations corporelles se répartissent comme suit :

Valeurs brutes	Terrains	Construct*	Matériel et outillage	Matériel et Outillage en Crédit-bail	Autres Immos corporelles	Autres Immos corporelles en Crédit-bail	Immos en cours	Total
Valeurs brutes								
Au 1 ^{er} janvier 2011	5	668	8 404	9 455	3 801	1 106	560	23 999
Investissements de l'exercice		22	1 078	1 415	1 294	77	163	4 049
Cessions de l'exercice			1 371	47	462			1 880
Variations de périmètre				-48				-48
Différence de conversion					10			10
Virement de poste à poste			-1		558		-557	0
Au 31/12/2011	5	690	8 110	10 775	5 201	1 183	166	26 129
Amortissements								

Valeurs brutes	Terrains	Construct°	Matériel et outillage	Matériel et Outillage en Crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en Crédit-bail	Immos en cours	Total
Au 1 ^{er} janvier 2011		163	7 327	6 426	2 964	793	0	17 673
Dotations aux amortissements		35	435	1 911	351	188		2 920
Cessions de l'exercice			559	45	343			947
Variations de périmètre				-48				-48
Différence de conversion					9			9
Virement de poste à poste					-138	138		0
Au 31/12/2011		198	7 203	8 245	2 842	1 119		19 607
Valeurs brutes								
Au 1 ^{er} janvier 2012	5	690	8 110	10 775	5 202	1 182	166	26 129
Investissements de l'exercice		80	1 695	2 117	785	349	156	5 182
Cessions de l'exercice			-2 766	-492	-625	-712		-4 596
Variations de périmètre			151	-1 424	-102		48	-1 327
Différence de conversion					-6			-6
Virement de poste à poste			1 659	-1 445	274	138	-333	293
Au 31/12/2012	5	770	8 848	9 531	5 528	957	37	25 676
Amortissements								
Au 1 ^{er} janvier 2012		-198	-7 203	-8 244	-2 842	-1 119		-19 607
Dotations aux amortissements		-40	-600	-1 964	-756	-186		-3 546
Cessions de l'exercice			1 503	484	327	712		3 027
Variations de périmètre			560	1 360	74			1 994
Différence de conversion					6			6
Virement de poste à poste			-1 445	1 445	-121			-121
Au 31/12/2012		-238	-7 183	-6 919	-3 313	-593		-18 247

En 2012, les investissements de l'exercice comprennent un montant de 2 466 M€ (contre 1 492 M€ en 2011) correspondant aux nouveaux contrats de crédit bail non inclus dans le Tableau de Flux de Trésorerie conformément à la norme IAS7.

Note 4 : Actifs financiers

◆ Les actifs financiers non courants se répartissent comme suit :

Valeurs brutes	Titres de participation	Dépôt de garantie biens en location	Autres immobilisations financières	Total
Valeurs brutes				
Au 1 ^{er} janvier 2011	1	340	78	419
Augmentation de l'exercice		67	11	78
Diminution de l'exercice			1	1
Variations de périmètre		-52	-17	-69
Différence de conversion				
Reclassement				
Au 31/12/2011	1	355	71	427
Provisions				
Au 1 ^{er} janvier 2011	0	53	0	53
Dotations aux provisions				
Reprise de provision				
Variations de périmètre				

Valeurs brutes	Titres de participation	Dépôt de garantie biens en location	Autres immobilisations financières	Total
Reclassement				
Au 31/12/2011	0	53	0	53
Valeurs brutes				
Au 1 ^{er} janvier 2012	1	355	71	427
Augmentation de l'exercice	16	128		144
Diminution de l'exercice		-30	-2	-32
Variations de périmètre		26		26
Différence de conversion				
Reclassement		-3		-3
Au 31/12/2012	17	476	69	562
Provisions				
Au 1 ^{er} janvier 2012			-53	-53
Dotations aux provisions				
Reprise de provision			16	16
Variations de périmètre				
Reclassement				
Au 31/12/2012			-38	-38

♦ Les actifs financiers courants comprennent :

En K€	31/12/12	31/12/11
Dépôt de garantie : affacturage	2 383	1 907
TOTAL	2 383	1 907

Note 5 : Stock

En K€	31/12/12	31/12/11
Marchandises		
Montants bruts	9 350	12 694
Provisions		
Au 1 ^{er} janvier	1 774	1 423
Dotations (nettes de reprises) de l'exercice	-254	351
Variation de périmètre	-130	
Au 31 décembre	1 390	1 774
Montant net	7 961	10 920

Note 6 : Clients

En K€	31/12/12	31/12/11
Montants bruts	31 471	24 639
Provision	-1 743	-1 631
Net	29 728	23 008

L'analyse du contrat d'affacturage a conduit à procéder à la décomptabilisation des créances clients cédées (créances cédées sans recours) (cf. 6.1.3 Principales méthodes comptables). Au 31 décembre 2012, l'encours de créances cédées s'élève à 35 020 milliers d'euros (31 décembre 2011 : 24 087 milliers d'euros). Un dépôt de garantie est constitué auprès du factor (cf. note 4).

Le Groupe ne réalise pas plus de 10 % de son chiffre d'affaires avec un seul client.

♦ **Les variations de la provision pour dépréciation des créances douteuses s'analysent comme suit :**

En K€	31/12/12	31/12/11
Au 1 ^{er} janvier	1 631	1 338
Entrée de périmètre	61	
Dotations (nettes de reprises) de l'exercice	322	627
Utilisations de l'exercice	-77	-337
Variation de périmètre	-192	
Ecart de conversion	-2	3
Au 31 décembre	1 743	1 631

Note 7 : Autres créances

en K€	31/12/12	31/12/11
Avances et acomptes versés	1 235	1 130
Créances sociales	442	350
Créances fiscales	2 829	1 710
Créances fiscales (IS)	200	111
Charges constatées d'avance	1 339	824
Charges à étaler sur emprunt	8	19
Autres	1 552	759
TOTAL	7 606	4 903

6.4 Notes sur le bilan passif

Note 8 : Capitaux propres

Ce capital est composé de 25 685 590 actions de 0,30 euros de nominal.

♦ **Nombre d'actions IEC :**

	31.12.07	31.12.08	31.12.09	31.12.10	31.12.11	31.12.12
Capital social (€)	4 759 308	6 745 558,50	6 743 034,30	6 743 034,30	7 670 355,90	7 705 677,00
Nombre d'actions ordinaires en circulation	15 864 360	22 485 195	22 476 781	22 476 781	25 567 853	25 685 590

Augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription d'actions

Lors de sa séance du 30 avril 2012, le conseil d'administration a constaté la création et l'émission de 117 737 actions nouvelles de 0,30 € chacune au résultat de l'exercice d'options de souscription d'actions du plan n° 4 qui arrivait à échéance le 29 février 2012, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 35 321,10 €, assortie d'une prime d'émission d'un montant de 105 038,90 €. A l'issue de cette opération, le capital de la Société s'élève à 7 705 677 €, divisé en 25 685 590 actions.

◆ Principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions :

	Plan n°5	Plan n°6	Plan n°7
Date d'assemblée	24/07/2006	16/06/2008	29/06/2011
Date du conseil d'administration	24/11/2006	17/12/2008	29/06/2011
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à la date de la mise en place du plan	396 500	450 000	1 037 000
Prix d'exercice d'une option	1,85 €	1,01 €	1,60 €
Point de départ d'exercice des options	24/11/2008	17/12/2012	30/06/2015
Date d'expiration des options	23/11/2013	16/12/2015	29/06/2018
Juste valeur	1,19	0,485	0,90
Volatilité attendue	77 %	51 %	48,6 %
Options non encore exercées existantes à l'ouverture de l'exercice	278 500	407 000	1 037 000
Options de souscription d'actions exercées durant l'exercice	0	0	0
Options potentiellement à exercer au 31 décembre 2012	248 000	377 000	967 000
Dilution potentielle maximale ⁽¹⁾	248 000	377 000	967 000

(1) Avant ajustement décrits ci-dessous.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles de l'article R. 228-91 du Code de commerce, et aux stipulations des plans, les conditions d'exercice des options de souscription d'actions du plan n° 5 a fait l'objet d'un ajustement de façon à tenir compte de l'incidence de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée en juillet/ août 2008.

En outre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles de l'article R. 225-138 du Code de commerce, et aux stipulations des plans, les conditions d'exercice des options de souscription d'actions des plans n° 5 et 6 ont fait l'objet d'un ajustement de façon à tenir compte de l'incidence de l'offre publique d'achat simplifiée réalisée par la Société sur ses propres actions en décembre 2010.

Les options ont été évaluées à leur juste valeur selon la méthode Black & Scholes, entraînant la comptabilisation en frais de personnel d'une charge de 232 milliers d'euros en 2012.

Note 9 : Provisions

◆ Les provisions se décomposent ainsi :

		Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	Reclassement	
En K€	31/12/10	31/12/11	31/12/11	31/12/11	31/12/11	31/12/11
Provisions pour garantie ⁽¹⁾	427	149	172			404
Provisions pour risques divers	273	139	200		-12	200
Provisions dossiers prud'homaux en cours ⁽²⁾	269	366	30			605
TOTAL	969	654	402	0	-12	1 209
En K€	31/12/11	31/12/12	31/12/12	31/12/12	31/12/12	31/12/12
Provisions pour garantie ⁽¹⁾	404	33		-233	-2	202
Provisions pour risques divers	200	516		-30	-1	685
Provisions dossiers prud'homaux en cours ⁽²⁾	605	482	-24	-70		994
TOTAL	1 209	1 031	-24	-333	-3	1 681

(1) La provision pour garantie est destinée à couvrir les charges futures dans le cadre de la garantie accordée aux clients sur les marchandises vendues. Elle est calculée en appliquant un taux de charge attendu sur le chiffre d'affaires réalisé sur la période ouvrant des droits à garantie. Chez HMS, la provision pour garantie clients pour 201 K€ au 31/12/2012 représente 0,5 % du chiffre d'affaires facturé et exigible sur toutes les réalisations en cours ou terminées, depuis moins de treize mois suivant la date de départ du navire en Italie, depuis moins de douze mois en France.

(2) Les dossiers prud'homaux concernant les litiges nés à la suite des départs de salariés.

Note 10 : Provisions pour retraite

La provision est basée sur les indemnités de fin de travail au moment du départ à la retraite en fonction de l'ancienneté.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- Année de calcul : 2012
- Taux d'actualisation : Taux IBOXX 2,69 % au 31/12/12
- Utilisation des conventions collectives propres aux filiales
- Méthode rétrospective des unités de crédits projetés
- Salaire de référence : salaire moyen 2012
- Charges sociales de 50 % (LFSS 2008 relatifs aux retraites) la charge est étalée sur la durée restante d'activité du salarié probabilisée

◆ Au 31 décembre 2012, le montant de la provision comptabilisée est de 2 905 milliers d'euros.

	Engagement à l'ouverture	Entrée de périmètre	Charge 50 %	Coût des services rendus	Gains et pertes actuariels	Coût financier	Engagement à la clôture	Charges sociales restant à étaler
Année 2011	1 465		48	141	-145	73	1 582	47
Année 2012	1 582	614	18	147	470	74	2 905	30

Comme explicité dans les notes aux états financiers consolidés, le Groupe a choisi d'appliquer au 1^{er} janvier 2010 l'option de la norme IAS 19 révisée relative au traitement des écarts actuariels sur les provisions pour retraites et avantages au personnel. Les écarts actuariels sont désormais immédiatement reconnus dans les comptes consolidés en contrepartie d'une variation des capitaux propres.

Une augmentation ou une diminution de plus ou moins 1 % des taux d'actualisation n'aurait pas d'impact significatif sur les capitaux propres et sur les résultats.

♦ L'historique des pertes et gains actuariels générés se décline comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Gains et pertes actuariels	-309	-145	530	*	-24

Note II : Emprunt

♦ Les dettes financières se décomposent ainsi :

En K€	31/12/12	31/12/11
Total des dettes courantes	7 566	13 483
Faisant l'objet de garanties	3 807	5 157
Faisant l'objet de nantissement	1 495	1 420
Sans garanties ni nantissements	2 264	6 906
Total des dettes non courantes	5 887	2 790
Faisant l'objet de garanties		
Faisant l'objet de nantissement	3 154	1 315
Sans garanties ni nantissements	2 733	1 475
Total des dettes	13 453	16 273
A. Trésorerie	16 926	16 921
B. Titres de placement	10 612	7 010
C. Liquidités (A+B)	27 538	23 931
D. Créances financières à court terme		
E. Dettes bancaires à court terme	387	599
F. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	7 083	8 758
G. Autres dettes financières à court terme	96	4 126
H. Dettes financières courantes à court terme (E+F+G)	7 566	13 483
I. Endettement financier net à court terme (H)-(D)-(C)	19 972	10 448
J. Emprunt bancaire à plus d'un an	4 391	1 730
K. Autres emprunts à plus d'un an	1 497	1 060
L. Endettement financier net à moyen et long termes (J+K)	5 888	2 790
M. Endettement financier net (I+L)	14 084	-7 658

En K€	31/12/12	Courant à - 1 an	Non cour. 1 à 5 ans	31/12/11
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	9 802	5 411	4 391	8 831
Intérêts courus sur emprunts	23	23		7
Avances de l'état	135	97	39	
Emprunts et dettes financières divers	36		36	36
Dettes en compte courant ⁽¹⁾				4 126
Emprunts en crédit-bail	3 071	1 649	1 422	2 673
Intérêts courus sur concours bancaires				2
Concours bancaires courants	387	387		599
TOTAL	13 453	7 566	5 887	16 273

(1) Le compte courant Crozaloc pour 4 126 K€ correspond à l'avance en compte courant consentie à l'origine par Fin Cap à IEC PM, créance cédée à Crozaloc le 14 décembre 2010. Il a été intégralement remboursé sur le 1^{er} trimestre 2012

En K€	31/12/11	Entrée de périmètre	Nouveaux emprunts	Remboursements	Ecart de conversion	31/12/12
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	8 831	50	4 305	-3 371	-13	9 802
Emprunts en crédit-bail	2 673	-42	2 466	-2 027		3 071
Avances de l'état		214		-78		135
Emprunts et dettes financières	36					36
Dettes en compte courant	4 126			-4 126		
TOTAL	15 665	222	6 771	-9 602	-13	13 843

Endettement net (en K€)	31/12/12	31/12/11
Endettement financier brut ⁽¹⁾	13 067	15 672
Trésorerie nette	27 151	23 330
Endettement financier net ⁽¹⁾	-14 084	-7 657

(1) L'endettement financier brut et net intègre les avances de trésorerie faites par les établissements bancaires en contre partie de la mobilisation des créances de l'établissement Italien de HMS et Harbour Marine Systems.

Caractéristiques des emprunts et dettes financières contractés	Taux fixes ou taux variables	Montant global des lignes (en K€)	Echéances	Existence ou non de couverture
Crédits moyen terme	Taux fixes	2 880	2006-2017	NA
Crédits moyen terme	Taux variables	6 922	2008-2019	Non
Emprunts et dettes financières divers	Taux fixes	135	2013	Non
Emprunts et dettes financières divers	Taux variables	36	2013	Non
Emprunts en crédit-bail	Taux fixes	3 071	2011-2015	NA
Emprunts en crédit-bail	Taux variables	0		Non
Concours bancaires courants	Taux variables	387	2013	Non
Sous total emprunts et dettes financières à taux fixe		6 086		
Sous total emprunts et dettes financières à taux variable		7 344		
Total emprunts et dette financières hors intérêts courus		13 430		
Avances factor	Taux variables	35 020	2013	Oui

Echéancier des actifs et dettes financières (en K€)	Total	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Passifs financiers ⁽¹⁾	76 871	68 817	7 704	350
Actifs financiers ⁽²⁾	67 778	67 254	524	
Position nette avant gestion	9 093	1 563	7 180	350
Hors bilan				
Position nette après gestion	9 093	1 563	7 180	350

(1) Les passifs financiers englobent les emprunts et dettes à long terme, les impôts différés et les passifs courants hors provision.

(2) Les actifs financiers englobent les actifs financiers à long terme et les actifs courants hormis le stock.

Les disponibilités représentent un encours de 27 538 K€, l'endettement à taux variables (y compris l'encours de financement du factor) est de 42 364 K€.

Note 12 : Gestion des risques financiers

Il n'existe pas de clause de remboursement anticipé dans les contrats des emprunts inclus dans le tableau ci-dessus à l'exception des contrats de prêt souscrits dans le cadre du financement des acquisitions de Preview GM System, G2J.Com et Soft, qui comprennent les clauses spécifiques de remboursement anticipé obligatoire suivantes :

Contrat de prêt relatif à l'acquisition de Preview GM System

Le contrat prévoit que dans certaines circonstances, la Société devra obligatoirement affecter certaines sommes au remboursement anticipé du prêt (par exemple, toute somme reçue au titre de la garantie d'actif et de passif conclue dans le cadre de l'acquisition) ; par ailleurs, la Société sera tenue de procéder au remboursement anticipé de l'intégralité du prêt si Fin Cap venait à détenir moins de 34 % du capital et des droits de vote de la Société ou si la Société venait à détenir moins de 100 % du capital et des droits de vote de Preview GM System.

Le contrat contient également les cas de défaut usuels en matière d'emprunt bancaire susceptibles d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt (engagement de faire et de ne pas faire, défaut croisé, changement de contrôle de la Société ou survenance d'un effet défavorable significatif, non respect de certains ratios financiers). Constitue notamment un cas de défaut susceptible d'entraîner l'exigibilité anticipée la survenance de l'un ou l'autre des événements ci-dessous :

- dans le cas où le ratio « Endettement consolidé à long et moyen terme + crédit-bail en capital sur Fonds Propres Consolidés » serait supérieur à 1 ; ou
- dans le cas où le ratio « Endettement consolidé à long et moyen terme + crédit-bail en capital sur Ebitda consolidé » serait supérieur à 3

Avec :

Endettement consolidé à long et moyen terme + crédit-bail en capital	désignant la partie à plus d'un an des emprunts obligataires, des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit et des emprunts et dettes financières divers inscrits dans les comptes du périmètre de consolidation, ainsi que les crédits-baux au cas où ils auraient été retraités dans les comptes du périmètre de consolidation au sens des normes internationales IAS 17. Les avances en compte courant d'associés bloqués des actionnaires de l'emprunteur ne sont pas prises en comptes dans la dette nette consolidée.
Ebitda Consolidé	désignant le résultat d'exploitation consolidé duquel est déduite la participation des salariés augmenté des dotations nettes amortissements et provisions
Fonds propres consolidés	désignant les valeurs suivantes inscrites dans les comptes du périmètre de consolidation : capital + primes + réserves + report à nouveau + résultat consolidé – bénéfice distribué prévu + subvention d'investissements + provisions réglementées + provisions pour risques et charges + comptes courants d'associés de Fin Cap.

Contrats de prêt relatifs à l'acquisition de G2J.Com

Dans le cadre du financement de l'acquisition de la société G2J.Com, la Société a souscrit deux nouveaux emprunts, le premier d'un montant en principal de 3 394 K€ auprès d'un pool bancaire composé du Crédit Industriel et Commercial (en qualité d'arrangeur, agent, agent des sûretés) et de Natixis et le deuxième d'un montant en principal de 1 000 K€ souscrit auprès d'Oséo. Les principales modalités de ces emprunts sont résumées ci-dessous.

(i) Contrat de prêt CIC-Natixis

Le contrat de prêt d'un montant en principal de 3 394 K€ souscrit par la Société le 15 février 2012 dans le cadre de l'acquisition de G2J.Com comprend les clauses spécifiques de remboursement anticipé obligatoire suivantes :

- dans certaines circonstances, la Société devra obligatoirement affecter certaines sommes au remboursement anticipé du prêt (par exemple, toute somme reçue au titre de la garantie d'actif et de passif conclue dans le cadre de l'acquisition) ;
- la Société sera tenue de procéder au remboursement anticipé de l'intégralité du prêt si Talis venait à détenir, directement ou indirectement, moins de 40 % du capital et des droits de vote de la Société.

Le contrat contient également les cas de défaut usuels en matière d'emprunt bancaire susceptibles d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt (engagement de faire et de ne pas faire, défaut croisé, cession totale ou partielle de G2J.Com ou survenance d'un effet défavorable significatif).

La Société s'est notamment engagée à respecter les ratios financiers suivants, leur non-respect constituant un cas de défaut :

- ratio Dette Financière Nette / Fonds Propres inférieur ou égal à 0,8 ;
- ratio Dette Financière Nette / Ebitda inférieur ou égal à 2,5.

Avec :

Dettes Financière Nette	Signifie, sur la base des comptes consolidés de la Société, pour la période de calcul concernée, la différence entre la somme : (i) des dettes à moyen et long termes contractées auprès des banques et autres créanciers (incluant notamment l'endettement relatif au retraitement en consolidation des crédits-bails et locations financières, (ii) des avances en comptes courants d'associés ainsi que des découverts bancaires, de l'affacturage, des cessions de créances selon les articles L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier, des effets escomptés non échus et des emprunts obligataires (à l'exclusion de ceux subordonnés au prêt) et la somme : (i) du montant des disponibilités (y compris les sommes disponibles chez le factor et non tirées par la Société), (ii) du montant des valeurs mobilières de placement.
Ebitda	Signifie, sur la base des comptes consolidés de l'emprunteur, pour la période de calcul concernée, la somme : (i) du résultat d'exploitation, (ii) des dotations nettes aux amortissements, (iii) des dotations nettes aux provisions.
Fonds propres	Signifie, sur la base des comptes consolidés de la Société, pour la période de calcul concernée, la somme : (i) du capital social, (ii) des primes, réserves et report à nouveau, (iii) du résultat net, (iv) des intérêts minoritaires, (v) des emprunts obligataires émis par la Société subordonnés au prêt

Les principales autres modalités de ce prêt sont les suivantes :

- Le prêt est divisé en deux tranches, la première (Tranche A) d'un montant de 2 574 K€ destinée à financer partiellement le prix de base de 4 M€, et la deuxième (Tranche B) d'un montant maximum de 820 K€ destinée à financer partiellement le paiement du complément de prix.
- La Tranche A du prêt est remboursable en 5 échéances annuelles, la première payable le 15 février 2013 et la dernière le 15 février 2017 ; elle porte intérêt au taux fixe de 4,5 % l'an. La Tranche B est également d'une durée de 5 ans à compter de sa date de mise à disposition ; elle porte intérêt aux taux Euribor 3 mois majoré d'une marge de 3 %. Pour les deux tranches, les intérêts sont payés trimestriellement.

Dans le cadre de ce contrat de prêt, certaines garanties ou sûretés ont été accordées aux banques prêteuses, à savoir :

- une délégation imparfaite du paiement des indemnités susceptibles d'être versées à la Société au titre de la garantie d'actif et de passif conclue dans le cadre de l'acquisition G2J.Com,
- une délégation d'assurance homme-clé, et
- un contrat de nantissement de compte d'instruments financiers portant sur la totalité des actions appartenant à la Société dans le capital de G2J.Com.

(ii) Contrat de prêt Oséo

Le prêt consenti par Oséo prend la forme d'un contrat de développement participatif d'une durée de 7 ans. Il porte intérêt au taux fixe de 5,05 % l'an augmenté d'un complément de rémunération égal à 0,0038 % du quart du chiffre d'affaires annuel consolidé. Les échéances du principal et des intérêts sont payées trimestriellement. Le contrat Oséo ne contient aucun covenant particulier.

Contrat de prêt relatifs à l'acquisition du fonds de commerce de Soft

Afin de financer partiellement l'acquisition des actifs de la société Soft, la Société a souscrit le 27 juillet 2012 un nouvel emprunt d'un montant en principal de 800 K€ auprès d'un pool bancaire composé du Crédit Industriel et Commercial (en qualité d'arrangeur, agent et agent des sûretés) et de BNP Paribas, dont les principales modalités sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Durée	5 ans
Date d'échéance finale	27 juillet 2017
Remboursement du principal	Trimestriel
Taux d'intérêt	Euribor 3 mois + 2,98 % l'an
Paiement des intérêts	Trimestriel
Sûretés	Nantissement du compte de titres financiers IEC Events
Remboursement anticipé obligatoire / Cas de défaut / Ratios financiers	Cas de défaut et ratios identiques à ceux applicables au contrat de prêt souscrit auprès du CIC et de Natixis dans le cadre de l'acquisition de la société G2J.Com (cf. ci-dessus)

Contrat d'affacturage

Les contrats d'affacturage en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2011 permettent le transfert par le Groupe au factor, pour les créances éligibles et, soit détenues vis-à-vis de débiteurs privés ou publics étrangers faisant l'objet d'un agrément de l'assureur crédit, soit détenues vis-à-vis de débiteurs publics français :

- ▶ des droits contractuels des flux de trésorerie des créances cédées, et
- ▶ de la quasi-totalité des risques et avantages attachés aux créances considérées.

Ces contrats ont été conclus pour une durée expirant le 31 décembre 2012, renouvelable par tacite reconduction. Ils ne prévoient pas de plafond de décaissement. Au 31 décembre 2012, le montant des créances cédées s'élève à 35 020 K€.

Les conditions des contrats d'affacturage du 1^{er} mars 2011 sont les suivantes :

- ▶ commission d'affacturage : 0,22 % du chiffre d'affaires, avec une commission minimum annuelle de 19 122 €
- ▶ intérêts de financement : Euribor 3M + 0,50 %
- ▶ dépôt de garantie : taux de non valeur constaté majoré de 4 %

La société IEC Professionnel Média n'a donc pas de passif financier, ni d'engagement envers le factor. Le dépôt de garantie a vocation à prémunir le factor contre les risques de contestation des factures par les clients (mais pas contre le risque de crédit), les règlements directs, et contre une éventuelle cession de créances inéligibles.

Risque de taux

Afin de couvrir partiellement le risque de taux lié au contrat d'affacturage, la Société a conclu le 9 septembre 2011 une opération d'échange de conditions d'intérêts régie par la Convention-cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme. Les principales caractéristiques sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Date de l'opération d'échange	9 septembre 2011
Date de commencement	13 septembre 2011
Date d'échéance finale	13 septembre 2013
Devise, montant notionnel	EUR 4 000 000,00
Payeur des Montants Fixes	IEC Professionnel Média
Taux fixe	1,16 %
Base de calcul	ACT/360, Ajustée
Date de Paiement des Montants Fixes	Le 13 décembre/13 mars/13 juin/ 13 septembre de chaque année civile, commençant le 13 septembre 2011 et se terminant le 13 septembre 2013
Payeur des Montants Variables	Crédit Industriel et Commercial
Taux variable	Euribor 3 mois (Reuters Euribor01 – 11h00 Bruxelles)
Base de calcul	ACT/360, Ajustée
Date de Paiement des Montants Variables	Le 13 décembre/13 mars/13 juin/ 13 septembre de chaque année civile, commençant le 13 septembre 2011 et se terminant le 13 septembre 2013
Date de Fixing	2 jours ouvrés avant chaque début de période

Report de jour ouvré	Premier jour ouvré suivant, sauf mois suivant
Calendrier	Target 2
Premier Fixing	Le 13 septembre 2011 pour la période allant du 13 septembre 2011 au 13 septembre 2013

La Société a conclu le 9 mars 2011 une opération d'échange de conditions d'intérêts régie par la Convention-cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme. Cette couverture est liée à la mise en place d'un prêt octroyé à la Société début 2011 pour financer les travaux réalisés par IEC à Gennevilliers. Les principales caractéristiques de ce Swap de taux à 5 ans sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Date de l'opération d'échange	9 mars 2011
Date de commencement	25 mars 2011
Date d'échéance finale	25 mars 2016
Devise, montant notionnel	EUR 100 000,00
Payeur des Montants Fixes	IEC Professionnel Média
Taux fixe	2,59 %
Base de calcul	ACT/360, Ajustée
Date de Paiement des Montants Fixes	Le 25 juin/ septembre/ décembre/ mars de chaque année civile
Payeur des Montants Variables	Crédit Industriel et Commercial
Taux variable	Euribor 3 mois (Reuters Euribor01 fixé à 11h00 Bruxelles)
Base de calcul	ACT/360, Ajustée
Date de Paiement des Montants Variables	Le 25 juin/ septembre/ décembre/ mars de chaque année civile
Date de Fixing	2 jours ouvrés avant chaque début de période
Report de jour ouvré	Premier jour ouvré suivant, sauf mois suivant
Calendrier	Target 2
Premier Fixing	Le 25 mars 2011 pour la période allant du 25 mars 2011 au 27 juin 2011

Note 13 : Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Fournisseurs	31 188	31 188	0

En K€	31/12/11	Variation	31/12/12
Fournisseurs	26 254	4 934	31 188

Note 14 : Autres dettes

En K€	31/12/12	31/12/12	31/12/11
	Courant	Non courant	
Dettes fiscales et sociales	16 041		11 316
Autres	14 021	2 143	9 568
dont Clients Avances et acomptes	4 910		3 456
dont Produits constatés d'avance	6 658	100	4 494
dont Dettes sur acquisition d'actif	1 023	2 043	1 147
TOTAL	30 062	2 143	20 884

6.5 Notes sur le compte de résultat**Note 15 : Dotations aux amortissements et provisions****♦ Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :**

En K€	31/12/12	31/12/11
Amortissements sur Immobilisations incorporelles	252	427
Amortissements sur Immobilisations corporelles	3 546	2 920
TOTAL	3 798	3 347

♦ Les dotations aux provisions se décomposent ainsi :

En K€	31/12/12	31/12/11
Provisions nettes sur actif circulant	362	773
Provisions pour risques et charges	161	182
Provisions nettes pour dépréciation du stock	-25	351
TOTAL	498	1 306

Note 16 : Autres produits et charges opérationnels

En K€	31/12/12	31/12/11
Produits		
Produit de cession des immobilisations incorporelles	36	
Produit de cession des immobilisations corporelles	300	90
Autres produits opérationnels	328	187
TOTAL Autres produits opérationnels	664	277
Charges		
V.N.C des immobilisations incorporelles cédées	10	2
V.N.C des immobilisations corporelles cédées	341	141
Perte sur compte courant Video IEC España	595	
Provision pour litige	509	64
Provision pour indemnité de départ	324	
Provision pour litige prud' homaux intermittents	339	
Frais sur acquisitions	452	
Autres charges	267	123
TOTAL Autres charges opérationnelles	-2 837	-330

Note 17 : Coût de l'endettement financier net – Autres charges et produits financiers

♦ Le coût de l'endettement financier net est de 789 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

En K€	31/12/12	31/12/11
Charges		
Frais financiers Factor et M.C.N.E.	260	340
Frais financiers sur emprunts	235	163
Frais financiers sur crédit-bail	107	179
Frais financiers CT autres	189	322
Coût endettement financier brut	791	1 004
Produits		
Produits financiers CT autres	2	
TOTAL PRODUITS DE TRESORERIE	2	0
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	789	1 004

♦ Les charges et produits financiers se décomposent ainsi :

En K€	31/12/12	31/12/11
Charges		
Escomptes accordés	13	15
Coût financier s/engagements IDR	74	72
Différence de change	841	855
Provision		
Variation de la juste valeur sur dérivés	19	36
Autres charges financières	77	119
TOTAL CHARGES	1 025	1 097
Produits		
Escomptes obtenus	112	44
Différence de change	898	802
Reprise provision	16	
Autres produits financiers	87	35
TOTAL PRODUITS	1 113	881
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	88	-216

Risque de change

Le Groupe de par son activité audiovisuelle terrestre n'a pas d'exposition particulière au risque de change. La majorité des achats se fait dans la zone euro et seuls quelques achats occasionnels peuvent être réalisés en devises pour des montants faibles. Les clients sont facturés et paient en euros. Seule l'activité audiovisuelle marine, qui représente environ 14 % de l'activité totale du Groupe en 2012, est exposée au risque de change puisque les contrats de vente et les achats peuvent comporter une part de paiement en dollar. Le pourcentage de chiffre d'affaires réalisé hors zone euro s'établit, au 31 décembre 2012, à 7,8 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe, contre 11,2 % au 31 décembre 2011.

S'agissant de la couverture du risque de change, la Société a souscrit, pour le compte du Groupe, des opérations de couverture dans le cadre de la convention de garantie de cours de change (« Budget fixe export ») régie par la Convention-cadre FBF relative aux Opérations sur Instruments Financiers à Terme et les dispositions des Additifs à la Convention-cadre AFB relative aux Opérations de Marché à Terme. Les principales caractéristiques des contrats de couverture sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

Date de conclusion de l'opération	11 mai 2011
Type de couverture	Vente à terme de dollar
Acheteur	CM CIC
Vendeur	IEC Professionnel Média
Devise de vente	1 500 000 USD
Devise d'achat	1 041 305,10 EUR
Cours à terme	1,4405
Période de garantie	11/05/2011 au 09/05/2012
Date d'échéance	9 mai 2012
Date de versement du principal	11 mai 2011

Cette couverture a été dénouée en février 2012.

Date de conclusion de l'opération	6 septembre 2011
Type de couverture	Vente à terme de dollar
Acheteur	CM CIC
Vendeur	IEC Professionnel Média
Devise de vente	1 500 000 USD
Devise d'achat	1 065 946,56 EUR
Cours à terme	1,4072
Période de garantie	06/09/2011 au 10/9/2012
Date d'échéance	10 septembre 2012
Date de versement du principal	6 septembre 2011

Cette couverture a été dénouée en avril 2012.

Date de conclusion de l'opération	20 septembre 2011
Type de couverture	Vente à terme de dollar
Acheteur	CM CIC
Vendeur	IEC Professionnel Média
Devise de vente	2 000 000 USD
Devise d'achat	1 460 493,65 EUR
Cours à terme	1,3694
Période de garantie	22/09/2011 au 24/9/2012
Date d'échéance	24 septembre 2012
Date de versement du principal	20 septembre 2011

Cette couverture a été dénouée en Aout 2012.

Date de conclusion de l'opération	16 mars 2012
Type de couverture	Vente à terme de dollar
Acheteur	Natixis
Vendeur	IEC Professionnel Média
Devise de vente	3 000 000 USD
Devise d'achat	2 279 635,26 EUR
Cours à terme	1,3160
Période de garantie	20/3/2012 au 20/3/2013
Date d'échéance	20 mars 2013
Date de versement du principal	20 mars 2012

Au 31 décembre 2012, le solde de cette couverture est de 2 650 000 USD.

Cette couverture a été dénouée en Mars 2013.

Note 18 : Impôt

Périmètre d'intégration fiscale de la société IEC Professionnel Média

♦ Les sociétés suivantes font partie du périmètre d'intégration fiscale constitué par IEC PM, société tête de groupe au 31/12/2012 :

Sociétés	Adresses	N° de SIREN
IEC Professionnel Média	13/15 rue Louis Kérautret Botmel – 35000 Rennes	382 574 739
C2M-Intehware	27/41 boulevard Louise Michel – 92635 Gennevilliers Cedex	334 356 862
IEC	13/15 rue Louis Kérautret Botmel – 35000 Rennes	350 093 704
Cap'Ciné Location	3 rue Villaret Joyeuse – 75017 Paris	411 276 702
QualTech France	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	482 417 334
IEC Direct	13/15 rue Louis Kérautret Botmel – 35000 Rennes	489 994 822
Preview	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	402 613 384
Fill	191-193 route de Saint Leu – 93800 Epinay-sur-Seine	408 508 349
Digital Cosy	13/15 rue Louis Kérautret Botmel – 35000 Rennes	519 146 096
IEConnecting People	27/41 boulevard Louise Michel – 92635 Gennevilliers Cedex	519 146 211
IEC Events	27/41 boulevard Louise Michel – 92635 Gennevilliers Cedex	511 527 756
HMS	25-27 rue Louis Breguet – 44600 Saint-Nazaire	328 885 157
Audio Equipement – Lumière & Son	42 rue Vaucanson – 69150 Décines Charpieu	311 521 249

♦ Charge d'impôt sur le résultat

En K€	31/12/2012	31/12/2011
Impôt courant ⁽¹⁾	1 713	1 300
Impôt différé	-10	-2 834

(1) Conformément aux dispositions du CNC du 14 janvier 2010, le Groupe a exercé son jugement sur la qualification de la Contribution sur la Valeur Ajoutée (CVAE). Le Groupe a considéré que l'assiette de la CVAE étant la différence de produits et de charges, elle entre dans le champs d'application de la norme IAS 12. L'impôt sur le résultat en 2012 comprend une charge nette de 819 K€ au titre de la CVAE, contre 670 K€ en 2011.

♦ Impôts différés

En K€	31/12/2012	31/12/2011
Impôt différés – Actif ⁽¹⁾	2 993	2 844
Impôt différés – Passif	24	235
Impôt différés – Net	2 969	2 609

(1) Au 31 décembre 2011, le Groupe a comptabilisé un produit d'impôts différés de 2 834 K€ du fait de l'existence probable d'un bénéfice imposable futur à un horizon moyen terme sur lequel les actifs d'impôts différés pourront s'imputer. Pour apprécier ce bénéfice imposable futur, il a été notamment tenu compte des éléments suivants :

- les prévisions de résultats fiscaux futurs justifiées par les business plans du Groupe à un horizon moyen terme permettant l'utilisation des déficits fiscaux constatés au cours des exercices précédents, et l'historique des résultats fiscaux positifs des exercices 2010 et 2011.

Au 31 décembre 2012, le Groupe a comptabilisé un produit d'impôts différés de 500 K€ sur les déficits fiscaux de l'ancienne intégration fiscale d'Avest du fait de l'existence probable d'un bénéfice imposable futur à un horizon moyen terme sur lequel les actifs d'impôts différés pourront s'imputer.

◆ Preuve d'impôt

Le rapprochement entre le niveau d'impôt résultant de l'application du taux d'imposition du droit commun applicable en France et le montant de l'impôt effectivement constaté dans les comptes se détaille comme suit :

En K€	2012	2011
Résultat net	4 002	5 687
Impôts	-1 703	1 534
Résultat avant impôts	5 705	4 153
Impôt théorique à taux normal	-1 902	-1 384
Différences de taux	-24	53
Autres charges ou produits non déductibles	-139	-214
Utilisation des déficits fiscaux non activés précédemment	64	915
Activation d'impôts différés	1 118	2 834
Classement en impôts de la CVAE	-819	-670
Charge d'impôts effective	-1 703	1 534

◆ Déficits fiscaux reportables

Au 31 décembre 2012 le montant des déficits fiscaux se ventile comme suit :

En K€	31/12/11	Augmentation	Diminution	31/12/12
Déficits reportables	16 216		3 905	12 311

Les déficits fiscaux reportables non reconnus en tant que source d'impôts différés actifs s'élèvent à 6 131 K€ au 31 décembre 2012 contre 7 896 K€ au 31 décembre 2011. Ils proviennent principalement des déficits fiscaux non activés de l'ancienne intégration fiscale d'Avast dont la récupération à moyen terme n'est à ce jour pas probable. Ces déficits fiscaux sont indéfiniment reportables.

Note 19 : Résultat des minoritaires

Néant

Note 20 : Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société (note 8).

En K€	31/12/12	31/12/11
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société	4 002	5 629
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	24 057	23 940
Résultat de base par action (€ par action)	0,17	0,24

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède une catégorie d'actions ordinaires et de titres ayant un effet potentiellement dilutif : les options de souscriptions d'actions.

En K€	31/12/12	31/12/11
Bénéfice net revenant aux actionnaires de la société	4 002	5 629
Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	4 002	5 629
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	24 057	23 940
Nombre moyen pondéré et dilué d'action (en milliers)	24 175	25 803
Résultat dilué par action (€ par action)	0,17	0,22

Note 21 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	31/12/12	31/12/11
Variation des stocks et en cours	2 834	1 251
Variation des créances clients	-6 506	9 136
Variation des autres créances	-2 269	1 333
Variation des fournisseurs	5 076	1 725
Variation des autres dettes	8 312	-1 076
Variation du besoin en fonds de roulement	7 447	12 368

Note 22 : Informations diverses

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société, conformément à l'article L.225-43 du Code de commerce.

♦ Engagements hors bilan liés à l'activité courante

En K€	31/12/12	31/12/11
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles ⁽¹⁾	4 649	2 735
Avals, cautions et garanties donnés s/emprunts	3 807	5 157
Avals cautions et garanties donnés s/découverts	2 000	1 000
Avals cautions et garanties s/enveloppe de financement en crédit-bail	1 500	1 000
Avals, cautions et garanties donnés s/ marchés clients	9 543	9 196

(1) Soldes emprunts garantis par les nantissements d'actions de sociétés du groupe IEC

La cession des créances au factor est définitive. Il n'y a donc pas eu lieu de faire figurer cette cession dans les engagements hors bilan donnés.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs.

Rémunération des dirigeants

♦ Rémunérations totales brutes allouées dans les sociétés du groupe en 2012 aux :

Montants en K€	31/12/12	31/12/11
Organes d'administration (jetons de présence)	40	23
Dont organes de direction ⁽¹⁾	250	250
TOTAL	290	273

(1) Les prestations effectuées par M. Alain Cotte au sein du Groupe jusqu'à son décès le 11 novembre 2012 et par M. Hervé de Galbert depuis sa nomination intervenue le 13 novembre 2012 sont rémunérées dans le cadre d'un contrat de prestations de services conclu entre le GIE IEC Management et la société Talis.

♦ Options de souscription d'actions attribuées au cours de l'exercice 2012 aux dirigeants mandataires sociaux

Néant

♦ Jetons de présence et autres rémunérations attribués aux mandataires sociaux non dirigeants

Mandataires sociaux non dirigeants	Montant brut versé en 2012 (K€)	Montant brut versé en 2011 (K€)
Loïc Lenoir de la Cochetière (administrateur et président du comité d'audit)		
- jetons de présence	12,2	7
- autres rémunérations	0	0
Michel Charles (administrateur)		
- jetons de présence	6,2	4
- autres rémunérations	0	0
Emmanuel André (administrateur et membre du comité d'audit)		
- jetons de présence	10,2	6
- autres rémunérations	0	0
Paul Rivier (administrateur)		
- jetons de présence	5,2	3
- autres rémunérations	0	0
Geneviève Giard (administrateur)		
- jetons de présence	6,2	3
- autres rémunérations	0	0
Pierre Tronel (administrateur)		
- jetons de présence	0	na
- autres rémunérations	0	na
Total	40	23

Le tableau ci-dessus présente le montant des jetons de présence et autres rémunérations attribués aux mandataires sociaux non dirigeants au cours de l'exercice 2012.

Engagements de retraite et autres avantages

Aucun engagement de retraite ou de pension n'a été souscrit au profit des mandataires sociaux de la Société.

Aucune prime d'arrivée et/ou de départ n'est stipulée au bénéfice des mandataires sociaux ni de rémunération différée ou conditionnelle. De même, aucune indemnité n'est prévue pour les mandataires sociaux ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique, à l'exception s'agissant d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse des indemnités qui seront, le cas échéant, allouées en justice.

◆ Effectif

	31/12/12	31/12/11
Cadres	264	199
Employés	451	442
Effectif moyen	715	641

Engagement en matière de DIF (Droit individuel à la formation) :

Le nombre d'heures acquises par les salariés au titre du Droit Individuel de Formation est de 47 738 heures (hors G2J.Com) au 31/12/2012.

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires HT (en K€)	Cofigex				MBV		PricewaterhouseCoopers Audit			
	2012	2011	2012	2011	2012		2012	2011	2012	2011
	K€	K€	%	%	K€	%	K€	K€	%	%
AUDIT										
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés										
Emetteur	11	25	14	36	18	86	43	43	14	18
Filiales intégrées globalement	61	34	77	48	3	4	186	148	62	62
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes										
Emetteur		11		16			71 ⁽¹⁾	46	24	19
Filiales intégrées globalement	8		9				1	3		1
Sous-total	80	70	100	100	21	100	301	239	100	100
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement										
Juridique, fiscal, social										
Autres										
Sous-total										
TOTAL	80	70	100	100	21	100	301	239	100	100

(1) Cette rubrique comprend les diligences effectuées dans le cadre de l'acquisition de la société G2J.Com, entrée dans le périmètre de consolidation à compter du 1^{er} février 2012

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement important n'est intervenu entre la clôture de l'exercice et la date du présent document.

Perspectives

Le Groupe entend poursuivre ses efforts dans l'amélioration de sa profitabilité et sa stratégie de recentrage et d'investissement sur les métiers à forte valeur ajoutée et de services.

D'une manière générale, bien que la Société n'ait pas connaissance de tendance certaine, d'incertitude ou de demandes ou de tout engagement ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives du Groupe, au moins pour l'exercice en cours, l'incertitude du contexte économique et politique général rend très difficile l'appréhension des perspectives d'activité à court et moyen terme.